



Regroupement étudiant franco-ontarien

Élection provinciale ontarienne 2014

Questions pour les candidat.e.s des partis politiques ontariens

En vue de l'élection provinciale du 12 juin 2014, nous avons préparé ce document de questions à poser aux candidat.e.s des principaux partis politiques ontariens que nous croiserons lors d'événements publics. Sous chacune des questions, nous avons indiqué en italique la position adoptée par les membres du RÉFO en assemblée générale annuelle par rapport à ces enjeux.

ENJEUX PROVINCIAUX

Accessibilité aux études postsecondaires en français

En Ontario, seulement 22 % des programmes universitaires et collégiaux sont offerts partiellement ou complètement en français. Cette réalité fait en sorte que plusieurs jeunes francophones qui ont étudié toute leur vie en français au primaire et au secondaire doivent, en arrivant au postsecondaire, changer de langue d'études s'ils et elles veulent étudier dans leur domaine de choix. Cette réalité est particulièrement inquiétante dans le Sud de la province, où seulement 3 % des programmes sont disponibles partiellement ou complètement en français¹.

Quel est le plan de votre parti politique pour s'assurer que les jeunes francophones et francophiles de la province puissent poursuivre leurs études postsecondaires dans leur langue dans un plus grand nombre de programmes, et ce, dans toutes les régions de l'Ontario?

Position du RÉFO : Un des principaux objectifs du RÉFO est de s'assurer que les étudiant.e.s francophones et francophiles puissent étudier dans leur langue dans le programme et la région de leur choix. Le RÉFO estime que le faible taux d'accès aux études en français en Ontario est inacceptable et qu'il est essentiel que le gouvernement et les institutions postsecondaires augmentent de façon substantielle le nombre de programmes collégiaux et universitaires disponibles en français dans la province, et ce, dans toutes les régions. Quand les étudiant.e.s poursuivent des études en français, elles et ils contribuent à la création d'une force de travail bilingue hautement qualifiée dans la province, un atout pour l'Ontario français, mais aussi, pour la province en entier.

Gouvernance universitaire

Depuis des décennies, les francophones de l'Ontario revendiquent la création d'une université de langue française indépendante pour répondre à leurs besoins en termes de formation de main-d'œuvre, mais aussi pour assurer leur épanouissement social et culturel en milieu minoritaire. Après des luttes ardues pour obtenir des écoles, des conseils scolaires et deux collèges communautaires de langue française, la communauté franco-ontarienne a affirmé haut et fort l'automne dernier (lors des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français) que les francophones de l'Ontario souhaitent gérer leur propre université. Si les 600 000 Anglo-Québécois ont droit à trois universités anglophones indépendantes au Québec et les francophones du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont chacun accès à une université française autonome, la communauté franco-ontarienne formée de 600 000 personnes devrait elle aussi avoir droit à au moins une université qui serait gérée par et pour les francophones de l'Ontario.

Quel est le plan de votre parti politique pour appuyer la communauté franco-ontarienne à atteindre son objectif de mettre sur pied une université francophone autonome en Ontario ?

¹ Statistiques de 2011.



Regroupement étudiant franco-ontarien

Position du RÉFO : Afin que les Franco-Ontariens puissent assurer leur plein épanouissement, il leur faut la capacité de gérer de façon indépendante leurs propres programmes universitaires. Pour nous, il est clair que la création d'écoles, de conseils scolaires et de collèges de langue française en Ontario a renforcé la communauté franco-ontarienne et l'a rendue plus outillée pour assurer l'épanouissement de sa langue et de sa culture. En ce sens, les étudiants de l'Ontario français revendiquent la complétude institutionnelle pour les Franco-Ontariens dans le domaine de l'éducation en créant une université de langue française indépendante en Ontario. Si on vous demande où cette université devrait être située, vous pouvez répondre que cela reste à déterminer et que pendant le Sommet provincial des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français, qui aura lieu du 3 au 5 octobre 2014 à Toronto, la communauté se prononcera sur le modèle exact d'université qu'elle souhaite mettre sur pied. Nous cherchons donc que les partis s'engagent à appuyer la communauté franco-ontarienne à mettre sur pied l'université qui répondra le mieux à ses besoins.

Frais de scolarité et endettement étudiant

La hausse constante des frais de scolarité par les institutions postsecondaires ontariennes ces dix dernières années a créé un endettement substantiel chez les étudiants de la province. Depuis les neuf dernières années, les bureaux des gouverneurs d'institutions postsecondaires ont adopté une hausse des frais de scolarité chaque année, avec peu de soucis sur les effets que cela a entraînés sur la population étudiante. Présentement, la dette moyenne des étudiants après un baccalauréat de 4 ans se situe à 27 000 \$, un niveau d'endettement que l'on pourrait qualifier d'historique, jamais vu en Ontario et au Canada.

Selon-vous, est-il acceptable que les étudiants ontariens paient les plus hauts taux de frais de scolarité au pays et quel est le plan de votre parti politique pour répondre à la crise de l'endettement étudiant en Ontario?

Position du RÉFO : Pendant sa 5^e Assemblée générale annuelle à Ottawa en mai 2014, les délégués de l'AGA ont adopté à majorité une position dénonçant toute nouvelle hausse des frais de scolarité au postsecondaire en Ontario.

Emploi chez les jeunes

Présentement en Ontario, de nombreux jeunes diplômés de nos collèges et universités ont de la difficulté à obtenir un emploi stable et bien rémunéré après leurs études. En effet, plusieurs d'entre eux sont obligés d'accepter des stages non rémunérés ou des emplois à temps partiel peu payés s'ils et elles souhaitent acquérir de l'expérience sur le marché du travail. Le faible accès aux emplois et la multiplication des stages non rémunérés accentuent le problème de l'endettement des jeunes, déjà fortement répandu en raison des frais de scolarités historiquement élevés en Ontario.

Comment votre parti envisage-t-il d'inciter les employeurs à créer des emplois stables et bien rémunérés pour les jeunes diplômés ontariens? Par ailleurs, votre parti prévoit-il abolir la pratique des stages non rémunérés pour les jeunes en Ontario?

Position du RÉFO : Le RÉFO prône le développement d'une stratégie panontarienne qui incitera les employeurs à embaucher des jeunes, en leur offrant des emplois stables et bien rémunérés lorsqu'ils et elles graduent des collèges et universités. Par ailleurs, le RÉFO estime qu'il est essentiel que la pratique grandement répandue des stages non rémunérés soit freinée, afin que les étudiants puissent recevoir un paiement pour le travail de qualité qu'ils et elles produisent, au profit des entreprises et des organismes ontariens.

ENJEUX RÉGIONAUX

Relance du Collège d'Alfred

Depuis l'annonce en mars dernier que l'Université de Guelph cesserait les opérations du Collège d'Alfred et abolirait ses programmes d'études d'ici la fin de l'année 2015, beaucoup d'incertitude plane sur l'avenir de cette institution essentielle à la communauté franco-ontarienne de l'Est ontarien. S'il est vrai que les collèges Boréal et La Cité continueront à offrir les trois programmes qui étaient offerts à Alfred, la gouvernance et l'avenir financier de ce campus restent incertains.

Quel est le plan de votre parti politique pour assurer la relance du Collège d'Alfred, en tenant compte des besoins des étudiant.e.s et de la communauté francophone de l'Est ontarien?

Position du RÉFO : Le RÉFO a ouvertement critiqué la décision unilatérale de l'Université de Guelph de fermer le Collège d'Alfred. Pour nous, cela démontre que lorsque nos programmes en français sont gérés par des institutions anglophones que les francophones ne gouvernent pas, ceux-ci sont toujours menacés. Le RÉFO souhaite que le prochain gouvernement s'assure de consulter la communauté et surtout les étudiant.e.s quant à leurs besoins et aspirations pour l'avenir du Collège d'Alfred et s'engagera appuyer la mise sur pied d'une nouvelle structure de gouvernance.

Accès aux études en français dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario

En 2012, le Commissaire aux services en français de l'Ontario soulignait avec insistance dans son rapport *Pas d'avenir sans accès*, le manque d'accès déplorable à des programmes postsecondaires en langue française dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario. Il soutenait entre autres que l'accès aux études en français pour les 200 000 francophones du Centre-Sud-Ouest gravitait entre 0 et 3 %, un taux qui n'assure aucunement un avenir prometteur pour la francophonie dans cette région. Certain.e.s diraient même que cette situation est responsable de l'assimilation de milliers de francophones dans le Sud de la province.

Dans la perspective où la population francophone du Sud ontarien devrait augmenter à près de 300 000 personnes d'ici la prochaine décennie en raison de la forte attractivité du Sud ontarien pour les nouveaux et arrivant.e.s, quel est le plan de votre parti politique pour assurer l'augmentation substantielle des programmes collégiaux et universitaires en français dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario ?

Position du RÉFO : Le RÉFO prône une augmentation substantielle du nombre de programmes disponibles en français dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario dans tous les domaines d'étude. S'il est vrai que le gouvernement libéral sortant a annoncé l'an dernier qu'il investirait 14,5 millions de dollars sur 3 ans pour créer de nouveaux programmes collégiaux et universitaires en français à Toronto (au Collège universitaire Glendon, au Collège Boréal et à La Cité), ce montant n'est aucunement suffisant pour créer assez de nouveaux programmes pour répondre aux besoins des francophones du Centre et du Sud-Ouest. Nous prônons donc un investissement supplémentaire et pluriannuel de la part du gouvernement pour la création de nouveaux programmes, afin que les institutions postsecondaires puissent réellement combler le manque flagrant de programmes en français dans la région de Toronto, mais aussi dans le Sud-Ouest de la province.